

**Convention collective**

IDCC : 9741. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES  
ET ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES  
(HAUTE-SAVOIE)**  
**(11 décembre 1984)**

(Etendue par arrêté du 16 avril 1985,  
*Journal officiel* du 24 avril 1985)

■ *Journal officiel* du 18 mars 2010

**Arrêté du 11 mars 2010 portant extension d'un avenant à la  
convention collective de travail concernant les exploitations agri-  
coles et entreprises de travaux agricoles du département de la  
Haute-Savoie (n° 9741)**

NOR : AGRS1006955A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 2265-15 et suivants et  
R. 2231-1 ;

Vu l'arrêté du 16 avril 1985 portant extension de la convention collective  
de travail du 11 décembre 1984 concernant les exploitations agricoles et  
entreprises de travaux agricoles du département de la Haute-Savoie et les  
arrêtés successifs portant extension à ladite convention ;

Vu l'avenant n° 22 du 22 juillet 2009 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du  
19 février 2010 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et  
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la  
famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 22 du 22 juillet 2009 à la convention col-  
lective de travail du 11 décembre 1984 concernant les exploitations agricoles  
et entreprises de travaux agricoles du département de la Haute-Savoie sont  
rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris  
dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mars 2010.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des affaires financières,*  
*sociales et logistiques,*  
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/50, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>), au prix de 8,20 €.